

"Rapprochement entre le pacte de Varsovie et l'OTAN" dans Le Monde (31 mai 1987)

Légende: A l'issue du sommet de l'organisation du traité de Varsovie à Berlin-Est le 29 mai 1987, le quotidien français Le Monde discute le 31 mai 1987 la proposition des sept États membres du pacte d'ouvrir des consultations avec l'OTAN sur une réduction mutuelle et contrôlée des forces armées et des armements en Europe en vue d'en finir avec les déséquilibres militaires sur le vieux continent.

Source: Le Monde. dir. de publ. Fontaine, André. 31.05.1987, n° 13345. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"rapprochement_entre_le_pacte_de_varsovie_et_l_otan"_dans_le_monde_31_mai_1987-fr-c57e5cf1-1330-4394-9c2b-cd6316a5b685.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Le pacte de Varsovie propose à l'OTAN d'ouvrir des consultations sur les «déséquilibres» militaires

Les travaux du sommet du pacte de Varsovie à Berlin-Est se sont achevés le vendredi 29 mai sans qu'aucune nouvelle proposition spectaculaire sur le désarmement n'ait été avancée par les dirigeants des sept pays membres de l'alliance militaire de l'Europe de l'Est. Le seul élément réellement novateur est une invitation faite à l'OTAN d'entamer des consultations cette année à Bruxelles ou à Varsovie, ou bien alternativement dans les deux capitales, sur *les doctrines militaires et les déséquilibres des forces armées et des armements*. Le sommet du pacte demande aussi l'ouverture de négociations sur le *démantèlement simultané des missiles opérationnels tactiques* (nom donné par les Soviétiques aux missiles d'une portée comprise entre 500 et 1000 kilomètres, appelés SRINF par l'OTAN) déployés par l'URSS et les États-Unis en Europe.

Le président Ronald Reagan, d'autre part, a souligné que Washington et ses alliés continueront de s'appuyer sur la dissuasion nucléaire pour *préserver la paix*, dans un message au congrès de l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), qui s'est ouvert vendredi à Moscou.

A l'issue des travaux du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, qui s'est réuni le jeudi 28 et le vendredi 29 mai à Berlin-Est, les dirigeants de l'Union soviétique et des pays est-européens ont repris, dans un communiqué, l'ensemble des propositions sur le désarmement faites ces deux dernières années et tenté de leur donner un contour cohérent. Ils ont adopté une déclaration réaffirmant le caractère *défensif* de leur doctrine militaire.

D'une certaine manière, ce sommet marque une pause. L'initiative de défense stratégique du président Reagan puis la remise en question, par le sommet de Reykjavik, du rôle des armements nucléaires tel qu'il avait été défini jusqu'à présent ont ouvert, à l'Est comme à l'Ouest, une phase de remise en cause des doctrines de défense. M. Gorbatchev en a profité pour se livrer à un feu roulant de propositions, dont on peut estimer qu'elles étaient autant destinées à convaincre de sa bonne foi qu'à mettre les Occidentaux dans l'embarras.

Il a plus d'une fois pris ces derniers à contre-pied en allant, dans certains secteurs, au devant de leurs propres souhaits, parfois même en doublant la mise. Sa proposition d'éliminer d'Europe non seulement les missiles intermédiaires mais également ceux d'une portée immédiatement inférieure en est le meilleur exemple. En matière de vérification, thème cher s'il en était aux Occidentaux, le pacte de Varsovie a totalement renversé sa position et affirme accepter aujourd'hui, en ce qui concerne les armes aussi bien nucléaires que chimiques, un contrôle total jusque dans les lieux de production publics et privés. Le contrôle de la réduction des missiles nucléaires, souligne le communiqué de Berlin-Est, doit être garanti partout sur les lieux de démontage et de destruction des missiles, sur les polygones d'essai et les bases militaires, et aussi dans les pays tiers, dans les centres d'instruction, les dépôts ainsi que dans les usines de fabrication d'Etat et privées.

Ces derniers jours, la rumeur avait circulé d'un possible retrait unilatéral de troupes soviétiques d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie ; elle ne s'est pas concrétisée.

Les pays de l'Est, d'autre part, ne démentent pas de leur opposition à l'initiative de défense stratégique de M. Reagan, et souhaitent lier les discussions sur la limitation des armements stratégiques des deux superpuissances au respect du traité ABM sur les systèmes anti-missiles. Dans le domaine conventionnel, ils maintiennent leur refus de principe de reconnaître une supériorité globale de l'Est en Europe. Il est peu probable, dans ces conditions, que leur proposition de réduire de 25 % les troupes stationnées en Europe et l'idée d'un gel pour deux ans de l'équilibre actuel et des budgets militaires rencontrent un écho plus favorable.

Pour sortir de cette impasse, les pays de l'Est proposent cependant d'examiner les déséquilibres secteur par secteur. Reprenant une idée déjà développée par M. Gorbatchev, le communiqué de Berlin-Est affirme que les pays du pacte sont *prêts à remédier, au cours des réductions, au déséquilibre existant aujourd'hui dans certains domaines, et cela de telle sorte que la partie qui a l'avantage dans un domaine réduise en*

conséquence. Cela voudrait dire théoriquement que les Soviétiques pourraient retirer des chars ou de l'artillerie si, de leur côté, les Occidentaux acceptaient de réduire d'autres systèmes d'armes où ils auraient l'avantage. Sur ce point, le secrétaire général sortant du pacte de Varsovie, M. Krolokovski, vice-ministre est-allemand des affaires étrangères, a évoqué vendredi au cours d'une conférence de presse *les asymétries engendrées par des raisons historiques et géographiques*.

Les propositions faites par le pacte de Varsovie amorcent le plus souvent des pistes pour des discussions sans paraître représenter un point de départ radicalement nouveau.

Dans le domaine des doctrines de défense, à propos desquelles le texte publié vendredi propose des *consultations* avec les militaires de l'OTAN, le pacte de Varsovie se refuse d'admettre avoir jamais eu autre chose en tête qu'une attitude purement défensive. Cela ne l'empêche cependant pas de proposer des mesures pour prévenir le risque d'une attaque surprise, *avec le retrait bilatéral des armes offensives les plus dangereuses de la zone de contact direct des deux alliances militaires ainsi qu'avec la réduction de la concentration des forces armées et des armements dans cette zone à un minimum convenu*.

L'idée d'une telle zone partiellement démilitarisée à la frontière entre l'Est et l'Ouest avait été développée l'année dernière par la commission *sécurité* du Parti social-démocrate ouest-allemand.